

# Michel Rocard et l'économie : itinéraire d'un social-démocrate français

Mathieu Fulla\*

« **L'**ÉCONOMIE DES ÉTATS-UNIS EST DE MOINS EN MOINS productrice [...] et de plus en plus spéculative : il y a une bulle immobilière aggravée d'une bulle du crédit hypothécaire. Tout cela ne peut pas rester stable longtemps. Un tsunami financier est possible à terme proche. Ce ne peut être que terrible », prophétisait Michel Rocard en 2005 <sup>[1]</sup>. Si l'ancien Premier ministre ne fut pas toujours aussi heureux dans ses pronostics, il apparaît sans conteste comme l'une des personnalités phares de l'histoire économique des gauches françaises de l'après-guerre. De ses premiers rapports, rédigés dans les cercles étroits du socialisme dissident de la fin des années 1950, à ses écrits et discours de l'âge mûr, Michel Rocard s'est toujours présenté – et perçu – comme l'artisan infatigable de la réconciliation de sa famille politique avec les réalités économiques. Œuvre de Sisyphe à l'en croire, comme il le rappelait en recevant sa Légion d'honneur des mains de François Hollande à l'automne 2015 : « A la différence de toute autre force de gauche partout en Europe, la gauche française est née de l'accouplement unique entre le marxisme et le jacobinisme. Elle prêche que tout est politique : l'économie aussi, parbleu. Il suffit de lui commander. <sup>[2]</sup> »

Ce récit rocardien contient sa part de vérité. S'il ne peut être considéré comme un économiste professionnel, Michel Rocard

\* **Mathieu Fulla** est chercheur au centre d'histoire de Sciences-Po. Il est l'auteur de *Les socialistes français et l'économie (1944-1981). Une histoire économique du politique*, Les Presses de Sciences-Po, 2016.

**[1]** *Si la gauche savait*, par Michel Rocard, entretiens avec Georges-Marc Benamou, Paris, Points, 2007 [2005], p. 423.

**[2]** *Rêveur réaliste, réformiste radical*, par François Hollande et Michel Rocard (préface d'Alain Bergounioux), Fondation Jean Jaurès, Fondation européenne d'études progressistes, 2015, disponible sur <https://jean-jaures.org/sites/default/files/rocard.pdf>



**MICHEL ROCARD POPULARISA LE SLOGAN  
DU « PARLER VRAI », INSISTANT SUR  
LA NÉCESSITÉ POUR LA GAUCHE D'ADOPTER  
UN PROGRAMME ÉCONOMIQUE SÉRIeux  
POUR ESPÉRER EXERCER DURABLEMENT  
LES RESPONSABILITÉS**

fut l'un des premiers responsables socialistes de l'après-guerre formé aux subtilités de la macroéconomie keynésienne et de la comptabilité nationale. Son intérêt personnel pour les questions économiques et la constitution, dès le temps de la guerre d'Algérie, d'un réseau d'experts efficace lui ont assuré une excellente réputation sur le sujet. A la veille de l'élection présidentielle de mai 1981, tous les sondages le font apparaître, avec Jacques Delors, comme le responsable socialiste dont la crédibilité économique est la plus forte. Dans sa pratique militante, Michel Rocard s'efforça d'enseigner à ses camarades les rudiments du langage économique, ignorés par la plupart d'entre eux. En ce sens, il doit être considéré, à l'instar de Pierre Mendès France ou de Jacques Delors, comme un acteur central dans la prise de distance progressive du socialisme français avec le marxisme.

Ses combats ne se sont toutefois jamais limités à l'économie. La critique de l'Etat centralisé jacobin – popularisée par le fameux appel à « *décoloniser la province* » lancé en 1966<sup>[3]</sup> –, la place de l'Europe dans le monde, la question environnementale ou l'engagement contre la prolifération des armes nucléaires constituent des thématiques tout aussi importantes du rocardisme.

Mais l'économie occupe une place de choix dans la construction de son image publique. L'aisance de Michel Rocard dans le maniement des concepts économiques ne doit en effet pas faire oublier la visée politique de leur usage. L'économie constitua pour lui une ressource précieuse, qui l'aida à s'élever dans la nébuleuse de la gauche non communiste des années 1960, puis dans le Parti socialiste des années 1970. Jusqu'à sa nomination à Matignon en 1988, l'assimilation du rocardisme à la rigueur économique fut l'un des principaux marqueurs de son courant, et plus largement de cette « deuxième gauche » dont il proclama la naissance à l'occasion du congrès socialiste de Nantes en 1977. Dans l'affrontement violent qui l'opposa à François Mitterrand à la fin des années 1970, Michel Rocard popularisa le slogan du « *parler vrai* », insistant sur la nécessité pour la gauche d'adopter un programme économique sérieux pour espérer exercer durablement les responsabilités.

L'itinéraire rocardien s'avère donc intéressant à double titre. Il permet non seulement de suivre la mue doctrinale délicate du

[3] *Décoloniser la province. Rapport général proposé par le Comité d'initiative aux délibérations des colloques sur la vie régionale en France*, Rencontre socialiste de Grenoble, 30 avril-1<sup>er</sup> mai 1966. Disponible sur [www.institut-tribune-socialiste.fr/1966/04/30/decoloniser-la-province/](http://www.institut-tribune-socialiste.fr/1966/04/30/decoloniser-la-province/)

socialisme français, du marxisme vers un capitalisme tempéré par un Etat régulateur, mais aussi de réfléchir au rôle d'une compétence technique dans l'ascension – et les déboires ! – d'un responsable politique de premier plan.

### Au tournant des années 1960 : un profil rare d'inspecteur des finances socialiste

Avant d'intégrer la direction du Trésor au début des années 1960, le saint des saints du ministère des Finances, Michel Rocard fut un jeune militant socialiste. Etudiant à Sciences-Po au sortir de la Seconde Guerre mondiale, il se montre insensible aux sirènes du Parti communiste (PCF), alors premier parti de gauche de l'Hexagone. Son enthousiasme pour les projets d'Europe fédérale florissants après-guerre le conduit vers la petite Fédération nationale des étudiants socialistes (Fnes), affiliée à la SFIO dirigée par Guy Mollet. Dans ce cadre, son premier contact avec l'économie passe par le marxisme. Le journaliste Jean-Louis Andreani, un de ses meilleurs biographes, rappelle l'influence profonde exercée sur lui par le théoricien polonais Victor Fay, ancien du PCF rallié à la SFIO, qui anime un séminaire hebdomadaire d'initiation au marxisme suivi par les étudiants socialistes. A son contact, Michel Rocard se plonge dans les écrits de l'auteur du *Capital* et en ressort profondément marqué. Tout au long de sa vie, il se fera l'ardent défenseur d'un Marx « *anti-étatiste, antibureaucratique, anticentralisateur et apôtre de l'autogestion* »<sup>[4]</sup>. Tout discours abordant des problèmes économiques est une occasion de lui rendre un hommage en partie intéressé. En démontrant sa maîtrise de l'analyse marxiste, Michel Rocard parvient, avec plus ou moins de bonheur selon les époques, à se prémunir des accusations de dérive droitière et de « technocratisme » que lui adressent ses adversaires socialistes et communistes.

Car le versant dominant de sa culture économique n'est pas le marxisme mais la vulgate keynésienne, qui se diffuse dans les administrations ouest-européennes à l'heure de la croissance forte et continue des années 1950-1960. En France, ce nouvel état d'esprit, promu par une nébuleuse de hauts fonctionnaires et de quelques responsables politiques comme Pierre Mendès France, se traduit par une préoccupation accrue pour le contenu et l'efficacité de la politique budgétaire, l'acceptation du déficit public à moyen terme pour stimuler l'activité et l'intégration de nouveaux outils de calcul et de prévision, au premier chef la comptabilité nationale et le plan<sup>[5]</sup>. A l'ENA, qu'il intègre à sa troisième tenta-

[4] *La politique telle qu'elle meurt de ne pas être*, par Alain Juppé et Michel Rocard, débats conduits par Bernard Guetta, Paris, JC Lattès, 2011, p. 23.

[5] « Economie et économistes des années trente aux années cinquante : un tournant keynésien ? », par Olivier Dard, *Historiens et géographes* n° 361, mars-avril 1998, pp. 173-195 et p. 188.



tive en 1956, Michel Rocard suit avec enthousiasme les enseignements dispensés par ces grands commis « modernisateurs » de l'après-guerre comme François Bloch-Lainé, directeur du Trésor puis de la Caisse des dépôts et consignations, ou les ménédistes Claude Gruson et Simon Nora, respectivement directeur du service des études économiques et financières (Seef) de la direction du Trésor et inspecteur des finances.

Sorti parmi les premiers de sa promotion, le jeune socialiste hésite entre l'Inspection des finances et le Conseil d'Etat. Initialement enclin à choisir le second, qui lui laisserait plus de temps pour ses activités militantes, il opte finalement pour la première sur le conseil de son premier mentor, le socialiste Alain Savary, qui y voyait le moyen de commencer à résorber le déficit du socialisme en hauts fonctionnaires qualifiés. Sa formation reçue à l'ENA, puis sa pratique professionnelle l'amènent à prendre ses distances avec le dogme marxiste de l'appropriation collective des moyens de production, qui était au cœur de ses écrits étudiants <sup>[6]</sup>. Dès 1959, il tente de convaincre ses camarades de la nécessité de maîtriser la boîte à outils keynésienne pour initier la transition du capitalisme au socialisme, même s'il reste personnellement sceptique quant à la possibilité d'une sortie du capitalisme. Dans un rapport présenté devant la 6<sup>e</sup> section de Paris du Parti socialiste autonome (PSA), formation née de la scission de la SFIO l'année précédente, le jeune inspecteur des finances soutient par exemple que les nationalisations ne doivent plus être considérées comme l'alpha et l'oméga du programme économique socialiste.

Ce refus de souscrire à la vulgate marxiste toujours dominante dans la gauche française est encore renforcé par son passage au Centre d'études des programmes économiques (Cepe) entre 1961 et 1962. Cet organisme créé par Claude Gruson offre aux futurs prévisionnistes du Seef – qui, en 1965, prend le nom de direction de la Prévision – une formation intensive à la macroéconomie keynésienne et à l'approche microéconomique de Maurice Allais sur la politique de tarification des entreprises publiques <sup>[7]</sup>. L'expérience affermit les convictions keynésiennes de Michel Rocard. Dans les années 1960, parallèlement à sa carrière de haut fonctionnaire du Seef qu'il intègre dans la foulée du Cepe, il devient l'un des principaux experts économiques du Parti socialiste unifié (PSU), né de la fusion du PSA avec des petites formations en rupture avec la SFIO et le PCF. Il s'implique activement dans la

**[6]** *Le mystère Rocard*, par Jean-Louis Andreani, Paris, Robert Laffont, 1993, p. 512.

**[7]** *Des francs-tireurs aux experts. L'organisation de la prévision économique au ministère des Finances 1948-1968*, par Aude Terray, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2002, p. 162.

conversion de la gauche non communiste française à la maîtrise des rouages de la planification en régime capitaliste.

## Convaincre les socialistes des vertus de la planification

Il sera aussi l'une des chevilles ouvrières du « contre-plan » présenté par le PSU à l'automne 1964. Elaboré par de hauts fonctionnaires du ministère des Finances, des journalistes et des universitaires, le document se pose en alternative crédible au plan dit de stabilisation défendu par le ministre des Finances du gouvernement Pompidou, Valéry Giscard d'Estaing. Adoptant le langage et les méthodes de l'administration, il promet notamment une croissance plus vigoureuse tirée par la hausse de la consommation populaire et des mécanismes de redistribution plus efficaces pour réduire les inégalités. Parallèlement, Michel Rocard, dissimulé derrière le pseudonyme de Georges Servet, anime des stages de formation économique pour les militants du PSU. Il y diffuse une mystique de la croissance en régime capitaliste fort éloignée du dogme de l'appropriation collective des moyens de production, ce qui lui vaut les foudres des courants marxistes.

**LA FORMATION QUE MICHEL ROCARD A REÇUE À L'ÉNA, PUIS SA PRATIQUE PROFESSIONNELLE L'AMÈNENT À PRENDRE SES DISTANCES AVEC LE DOGME MARXISTE DE L'APPROPRIATION COLLECTIVE DES MOYENS DE PRODUCTION, QUI ÉTAIT AU CŒUR DE SES ÉCRITS ÉTUDIANTS**

Ses efforts pour convertir la gauche non communiste aux subtilités de la planification et de la comptabilité nationale ne sont pas solitaires ; ils s'inscrivent dans toute une série d'initiatives prises aux marges et à l'intérieur de la SFIO (autour du maire de Marseille Gaston Defferre notamment). Mais Michel Rocard en est, avec Pierre Mendès France, la figure politique la plus charismatique. A l'occasion d'une Rencontre socialiste réunissant au printemps 1966, à Grenoble, tous les courants hostiles à la gauche non communiste institutionnelle incarnée par Guy Mollet et François Mitterrand, Georges Servet sort de l'anonymat en présentant un rapport (aride) sur « La gauche et la monnaie ». Dépouillée des effets rhétoriques qui font les délices des congrès de la SFIO et du PSU, son analyse des contraintes économiques auxquelles devrait faire face un gouvernement socialiste lors de son arrivée au pouvoir reçoit le meilleur accueil d'un public essentiellement composé de techniciens et d'intellectuels. Outre Pierre Mendès France, qui loue la perspicacité du rapporteur, les médias font du rapport



Servet le symbole d'un « esprit de Grenoble » ayant selon eux soufflé sur un socialisme poussiéreux.

La presse oublie toutefois de préciser que le document est une œuvre collective. Les combats contre la guerre d'Algérie, l'entrée à l'Inspection des finances puis au Seef et la mise au point du contre-plan du PSU ont permis à Michel Rocard de réunir autour de lui des experts partageant ses combats politiques et sa culture économique. A l'instar d'un Valéry Giscard d'Estaing à droite, l'ancien leader des étudiants socialistes a su tirer parti de sa compétence économique, rare dans la classe politique française de l'époque<sup>[8]</sup>, pour creuser son sillon. Il est intéressant de noter que cette compétence est une ressource mobilisable qui n'est pas toujours... mobilisée. Michel

**A L'INSTAR D'UN VALÉRY GISCARD  
D'ESTAING À DROITE, L'ANCIEN LEADER  
DES ÉTUDIANTS SOCIALISTES A SU TIRER  
PARTI DE SA COMPÉTENCE ÉCONOMIQUE,  
RARE DANS LA CLASSE POLITIQUE  
FRANÇAISE DE L'ÉPOQUE**

Rocard sait la mettre en sourdine lorsque ses intérêts politiques l'exigent. Ainsi, pour prendre la tête d'un PSU en crise au début de l'année 1967, l'inspecteur des finances n'hésite pas à user d'un langage marxisant et à pourfendre le « réformisme » et les timidités de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (FGDS) de François Mitterrand.

### **A la veille de mai 1968 : troquer l'habit keynésien pour celui d'autogestionnaire**

A la veille de la grande contestation de mai-juin 1968, Michel Rocard se retrouve à la tête d'une organisation où progresse l'influence de courants maoïstes, surtout, mais aussi de trotskistes et de chrétiens de gauche radicalisés. Dans cette période où le PSU apparaît comme l'une des rares organisations, avec la Confédération française démocratique du travail (CFDT), à saisir les aspirations des jeunes contestataires, le réformisme keynésien n'est plus de mise. L'autogestion et, plus largement, le contrôle ouvrier deviennent les maîtres-mots d'une organisation qui dérive vers le gauchisme. En 1969, le PSU dirigé par Michel Rocard adopte ses 17 thèses, qui légitiment le recours à la violence pour prendre le pouvoir. S'il le déplore et tente de contenir les débordements des maoïstes, Michel Rocard adopte un silence prudent sur les questions économiques. Il consacre l'essentiel de son énergie à éviter la prise de contrôle du parti par les « maos » et à promouvoir une rénovation du socialisme dont son parti constituerait le fer de lance.

[8] « Des ressources politiques à valeur relative : le difficile retour de Valéry Giscard d'Estaing », par Brigitte Gaïti, *Revue française de science politique*, vol. 40, n° 6, 1990, pp. 902-917.

La conclusion entre le PS et le PCF, en juin 1972, d'un programme commun de gouvernement fondé sur un vaste plan de nationalisations industrielles et bancaires lui offre l'occasion de remettre l'économie au cœur du jeu. Le bureau national du PSU dénonce vertement la vision bureaucratique d'un texte reléguant l'autogestion au rang de vague utopie. Plus que l'expression d'une divergence idéologique, ces admonestations sont éminemment stratégiques. Si les rocardiens sont vexés de ne pas avoir été associés aux négociations du programme commun, ils comprennent que les lacunes du document sur l'autogestion et sa philosophie pro-étatiste ouvrent un espace pour la constitution d'un « front autogestionnaire » dont le PSU serait le relais politique privilégié.

L'échec de cette stratégie est patent. Organisation n'ayant jamais dépassé les 15 000 adhérents au cours de son histoire, le PSU ne peut perturber la dynamique favorable de l'union de la gauche autour du programme commun et du mot d'ordre de la « rupture avec le capitalisme » énoncé par François Mitterrand au congrès d'Epinay de 1971. Prenant acte de cet échec, Michel Rocard se résout, à la faveur des Assises du socialisme d'octobre 1974, à rejoindre le PS grâce au soutien bienveillant de son vieux camarade de la SFIO Pierre Mauroy. Avec l'appui des partisans du secrétaire général de la CFDT, Edmond Maire, qui ont eux aussi rejoint le parti, les rocardiens se présentent comme la principale branche autogestionnaire du PS. Certains d'entre eux, comme Pierre Rosanvallon et Patrick Viveret, produisent une œuvre théorique importante dans la deuxième moitié des années 1970 [9]. L'enthousiasme de Michel Rocard pour l'autogestion est cependant bien moindre que celui de ses conseillers ; il « *délaisse rapidement le mot et sa charge de radicalité* » [10] pour investir le terrain du « *parler vrai* ».

Le manque de reconnaissance de François Mitterrand le pousse à « sortir du bois » fin 1976, après deux années passées à multiplier les signes d'allégeance. Conscient de sa bonne réputation économique dans l'opinion, il défie le premier secrétaire sur la question de la crédibilité du programme commun, construit en 1972 sur une hypothèse de croissance annuelle de 8 %.

## Contester le leadership mitterrandien sur le terrain économique

À l'automne 1976, Michel Rocard participe, avec les principaux dirigeants et experts économiques du PS, au forum annuel de

[9] *L'âge de l'autogestion*, par Pierre Rosanvallon, Paris, Le Seuil, 1976 ; *Pour une nouvelle culture politique*, par Pierre Rosanvallon et Patrick Viveret, Paris, Le Seuil, 1977.

[10] « Un socialisme autogestionnaire aux couleurs de la France ? », par Frank Georgi, in *Le Parti socialiste d'Epinay à l'Élysée. 1971-1981*, Noëlline Castagnez et Gilles Morin (dir.), Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015, pp. 277-291, p. 291.



**LE MOT D'ORDRE DE LA « DEUXIÈME GAUCHE »****ROCARDIENNE RESTE LA PROMOTION  
D'UN SOCIALISME DÉCENTRALISÉ****ET AUTOGESTIONNAIRE, L'OPPOSANT****À UNE « PREMIÈRE GAUCHE » MITTERRANDISTE****JACOBINE, CENTRALISATRICE, ÉTATIQUE,****NATIONALISTE ET PROTECTIONNISTE**

l'hebdomadaire *L'Expansion* réunissant un parterre de patrons. En déclarant que, sous un gouvernement socialiste, « *l'écrasante majorité des entreprises restera privée* » et que le système de régulation dominant « *restera le marché* », celui qui est désormais secrétaire national au secteur public du PS ouvre une guerre de plus en plus violente avec les mitterrandistes, les partisans de Jean-Pierre Chevènement et le PCF qui, chacun à leur manière, s'insurgent contre le supposé « réformisme » des rocardiens.

A la veille d'une négociation serrée entre le PS et le PCF sur l'actualisation du programme commun qui s'achève, en septembre 1977, par la rupture de leur union, les rocardiens sont pourtant loin de s'afficher en sociaux-démocrates réformistes. Le mot d'ordre du courant reste la promotion d'un socialisme décentralisé et autogestionnaire symbolisé par le discours du congrès de Nantes, opposant – de manière assez caricaturale – la « deuxième gauche » rocardienne à une « première gauche » mitterrandiste jacobine, centralisatrice, étatique, nationaliste et protectionniste.

Si le caractère transgressif du discours de Nantes ne doit pas être exagéré – en 1977, le principal problème de François Mitterrand sont les chevènementistes, non les rocardiens qui font partie de sa majorité –, le fossé entre le premier secrétaire et Michel Rocard ne cesse de se creuser. Après la défaite inattendue de la gauche aux élections législatives de 1978, ce dernier ne dissimule plus ses ambitions présidentielles. La querelle pour le *leadership* sur le parti et la candidature à la magistrature suprême se règle sur le terrain économique à l'occasion du congrès de Metz d'avril 1979. A Michel Rocard et Pierre Mauroy soutenant que la réussite d'un gouvernement socialiste exige la plus grande rigueur en matière économique, les mitterrandistes, qui trouvent dans le courant chevènementiste un allié « objectif », répliquent que l'ambition première du PS est de rompre avec le capitalisme. L'économie devient un sport de combat.

Si les rocardiens sont marginalisés après Metz, François Mitterrand ne peut se passer de la crédibilité économique de leur chef de file lors de sa campagne présidentielle. Dépêché à l'avant-veille du second tour pour porter la contradiction à



Valéry Giscard d'Estaing au journal de 13 heures de TF1, Michel Rocard gagne avec cette intervention rigoureuse ses galons de ministre d'Etat.

### **Au gouvernement (1981-1985) : un partisan de la rigueur parmi beaucoup d'autres**

Ministre du Plan de 1981 à 1983, Michel Rocard souhaite peser dans l'élaboration de la politique économique gouvernementale. Mais le chef de l'Etat douche rapidement ses espoirs. D'abord en refusant sa suggestion d'une dévaluation du franc dès l'entrée en fonction du gouvernement. Ensuite et surtout en le désavouant sur les modalités des nationalisations industrielles. Alors que Michel Rocard plaidait, avec d'autres ministres comme Jacques Delors, Robert Badinter ou Claude Cheysson, pour des prises de participation de l'Etat à hauteur de 51 % du capital des maisons mères des neuf entreprises promises à la nationalisation dans le programme commun (Dassault, Roussel-Uclaf, Rhône-Poulenc, etc.), François Mitterrand, en plein accord avec le Premier ministre Pierre Mauroy, impose la solution d'une prise de contrôle par l'Etat de la totalité du capital. Amer, Michel Rocard se replie dans sa cage dorée du Plan, « *un placard qu'il a su décorer* » selon ses termes <sup>[11]</sup>, et choisit une attitude de loyauté afin de ménager son avenir politique.

Fidèle à sa ligne de réalisme économique, et inquiet de la dégradation de la balance des paiements induite par la relance de la consommation populaire (pourtant modérée) initiée par le gouvernement à l'été 1981, il se déclare en faveur de la politique de désinflation compétitive inspirée par Jacques Delors avec le soutien de Pierre Mauroy. Tout en s'affrontant parfois violemment, les trois hommes partagent le même diagnostic de fond : la gauche ne peut sacrifier les équilibres économiques si elle veut inscrire son action réformatrice dans la durée. Ce raisonnement politique les conduit à légitimer ce que l'historien Eric Hobsbawm appelait non sans ironie « l'austérité à visage humain ». Dans le huis clos des cabinets ministériels, en effet, la lutte contre l'inflation, la maîtrise des finances publiques et l'équilibre de la balance des paiements sont désormais les objectifs cardinaux de la politique économique socialiste, au détriment de la résorption du chômage qui, pour les experts gouvernementaux, ne pourra avoir lieu qu'une fois l'inflation jugulée. Mais la position marginale de Michel Rocard dans le gouvernement, conséquence directe de ses prises de position au congrès de Metz, rend son influence éco-

[11] « *Si ça vous amuse* ». *Chronique de mes faits et méfaits*, par Michel Rocard, Paris, Flammarion, 2011, pp. 105-115.



**A LA DIFFÉRENCE DES MITTERRANDISTES  
OU DES CHEVÈMENTISTES, MICHEL ROCARD  
PEUT SE PRÉVALOIR D'UNE CONNAISSANCE  
INTIME DE LA CULTURE POLITIQUE  
SOCIALE-DÉMOCRATE, FORT D'UN RÉSEAU  
EUROPÉEN TISSÉ DEPUIS LES ANNÉES 1950**

nomique quasi nulle. Il réussit tout de même à institutionnaliser – avec la complicité de Jacques Delors – le secteur de l'économie sociale, sujet sur lequel certains de ses experts (Lucien Pfeiffer, François Soulage) avaient beaucoup réfléchi depuis le temps du PSU. Une Délégation interministérielle à l'économie sociale est créée fin 1981, avec pour mission d'encourager la création d'activités et d'emplois dans les coopératives, les mutuelles et les associations <sup>[12]</sup>. A la faveur du remaniement ministériel du 22 mars 1983, Michel Rocard quitte le Plan pour le ministère de l'Agriculture. Il passe deux années gratifiantes rue de Varenne et développe ses compétences sur un sujet qu'il avait jusqu'alors peu labouré.

La perte de centralité de la thématique économique dans le discours rocardien et de l'influence

de son chef de file sur le sujet a une cause sociologique. Rare dans la galaxie socialiste des années 1960, le profil de haut fonctionnaire des Finances de Michel Rocard ne l'est plus vraiment en 1981. Depuis le congrès d'Epinay, le PS a vu affluer vers lui de nombreux experts économiques, pour beaucoup issus des grandes directions du ministère des Finances, de l'Insee ou du Commissariat au Plan. En outre, en s'assurant du soutien de Jacques Delors et en le nommant ministre de l'Économie et des Finances, François Mitterrand peut se targuer de l'appui de l'autre grande figure de proue de la « deuxième gauche » et se prémunir des accusations de dérive étatiste et collectiviste.

En avril 1985, Michel Rocard quitte le gouvernement en raison d'un désaccord sur l'introduction de la proportionnelle, voulue par l'Élysée pour les élections législatives de 1986. Sa démission lui confère une plus grande liberté de parole, dont il ne se prive pas de faire usage au sein du PS. Au congrès de Toulouse (11-13 octobre 1985), il affirme – ce qui est historiquement contestable – que la conversion des socialistes à la rigueur économique prouve qu'il n'existe plus désormais qu'une seule culture politique socialiste, d'inspiration sociale-démocrate <sup>[13]</sup>. Ce positionnement rencontre un succès mitigé. En déclarant en décembre 1984 sur le plateau de l'émission *L'heure de vérité* qu'il était un « briseur de rêves », le chantre du « parler vrai » avait déjà provoqué « la déception et le décrochage » d'électeurs indécis, déçus par son pessimisme foncier <sup>[14]</sup>.

**[12]** « Délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale (Dies) », par Pascal Canfin, « L'économie sociale de A à Z », *Alternatives Économiques* Poche n° 22, janvier 2006.

**[13]** *A l'épreuve des faits. Textes politiques 1979-1985*, par Michel Rocard, Paris, Le Seuil, 1986, p. 55.

**[14]** *Le complexe de la communication. Michel Rocard entre médias et opinions (1965-1995)*, par Pierre-Emmanuel Guigo, thèse de doctorat sous la direction de Jean-François Sirinelli, Sciences-Po Paris, 2016, pp. 406-407.

## Un social-démocrate assumé

Les réserves du « peuple de gauche » et des militants du PS sur ses orientations sociales-démocrates ne l'empêchent pas de creuser ce sillon dans la perspective de l'élection présidentielle de 1988. Dans *Le cœur à l'ouvrage*, publié un an avant l'échéance, il réaffirme sa conviction d'avoir gagné la bataille des idées économiques dans le PS. Il réitère également son éloge de la social-démocratie en général et du modèle suédois en particulier. A la différence des mitterrandistes ou des chevènementistes, Michel Rocard peut, comme Pierre Mauroy, se prévaloir d'une connaissance intime de cette culture politique sociale-démocrate, fort d'un réseau européen tissé et entretenu depuis les années 1950, époque où il militait activement au sein de l'Union internationale des jeunesses socialistes : « *La génération qui seconde Bruno Kreisky, Willy Brandt, Olof Palme – c'est-à-dire les rénovateurs de l'Internationale socialiste – est celle de Rocard* », rappellent à juste titre les journalistes Hervé Hamon et Patrick Rotman <sup>[15]</sup>.

*Le cœur à l'ouvrage* se nourrit de cette culture politique sociale-démocrate désormais complètement assumée. Michel Rocard a toujours été admiratif des réalisations des social-démocraties scandinaves, en particulier celles du parti social-démocrate suédois (SAP). En 1969, son hommage appuyé de ce pays « *en marche vers le socialisme* » dans le magazine *Lui* avait suscité un tel tollé dans le PSU gauchiste qu'il l'avait contraint à modérer publiquement son enthousiasme <sup>[16]</sup>. Ces réserves stratégiques ne sont plus de mise dans les années 1980. Jusqu'à la fin de sa vie, Michel Rocard clamera son enthousiasme pour cette expérience suédoise ayant permis à ce petit pays d'Europe du Nord d'être économiquement compétitif tout en assurant à sa population un haut niveau de protection sociale et de faibles inégalités. Plus largement, il se fait le héraut de la méthode des social-démocraties d'Europe du Nord, qui promeuvent le changement social par la négociation contractuelle et non par l'autorité de la loi.

L'auteur du *Cœur à l'ouvrage* s'efforce – sans toujours y parvenir – de traduire concrètement cette philosophie. Il estime que la recherche de la justice sociale et de l'équité ne peut passer, dans une économie fortement internationalisée, que par une politique macroéconomique centrée sur la lutte contre l'inflation, la monnaie forte et des entreprises « *auda-*

[15] Dans *L'effet Rocard*, Paris, Stock, 1980, pp. 202-203.

[16] « L'interview de Michel Rocard à *Lui* préoccupe les militants du PSU », *Le Monde*, 28 janvier 1970.



*cieuses et performantes* ». Mais cette politique érigeant en priorité le maintien des grands équilibres doit s'accompagner d'une politique active de l'emploi. Pour Michel Rocard et ses conseillers, cette dernière doit se fonder sur un nouveau contrat salarial reposant sur trois piliers : la réorganisation négociée et décentralisée de la durée et des conditions de travail ; la hausse maîtrisée des salaires en fonction des gains annuels de productivité, mesure inspirée de la « politique des revenus » pratiquée en Europe du Nord, et l'individualisation d'une fraction de la rémunération ; un effort accru pour la formation continue des salariés (congrés de formation, création d'un droit à la formation). Ce nouveau contrat salarial serait accompagné de politiques de solidarité ciblées en faveur des populations les plus fragiles : les jeunes sans qualification, les femmes et les chômeurs de longue durée <sup>[17]</sup>. Cette recherche – ô combien délicate – de l'équilibre entre socialisme de l'offre et justice sociale se retrouve dans la pratique de Michel Rocard à la tête du gouvernement, un an plus tard.

### **Premier ministre : atténuer les inégalités secrétées par la politique du « franc fort »**

Revenant sur son expérience de directeur de cabinet de Michel Rocard à Matignon (1988-1991), Jean-Paul Huchon décrit le Premier ministre comme un « keynésien d'esprit » contrarié par la prédominance du dogme de l'équilibre budgétaire dans l'administration des Finances. Mais il précise également que la relation entre Michel Rocard et son ministre des Finances, Pierre Bérégovoy, le maître d'œuvre de la « politique du franc fort » d'inspiration monétariste, fut globalement excellente. Les rares accrochages entre les deux hommes relèvent d'une rivalité politique plus que de désaccords sur le fond des dossiers. En privé, le Premier ministre confie que Pierre Bérégovoy est son « *“meilleur pare-chocs” face aux poussées de fièvre sociale qui saisissent régulièrement les députés socialistes* » <sup>[18]</sup>.

Entre le maintien des grands équilibres et une politique sociale financée par une relance budgétaire d'inspiration keynésienne, Michel Rocard choisit le premier terme de l'alternative. Son passage à Matignon prolonge en effet le virage, amorcé sous Pierre Mauroy, vers une politique économique où la compétitivité de l'offre productive prime sur la relance de la consommation populaire. Le choix de Michel Rocard de mettre ses convictions keynésiennes sous le boisseau – en particulier celle que le

[17] *Le cœur à l'ouvrage*, par Michel Rocard, Paris, Odile Jacob, 1987, pp. 232-241 et pp. 243-245.

[18] *Le mystère Rocard*, par Jean-Louis Andreani, op. cit., p. 554.

déficit budgétaire est le meilleur des stimulants économiques – relève de causes politiques et culturelles. A Matignon, le dirigeant socialiste prend conscience de l'étroitesse des marges de manœuvre de l'économie française à l'heure de la mondialisation et de la dérégulation triomphantes. Il constate également le déficit flagrant de ressources d'expertise économique de son ministère, comparées à celles de Bercy. L'instauration du revenu minimum d'insertion (RMI) et de la contribution sociale généralisée (CSG), deux réformes majeures de notre histoire économique contemporaine, n'empêche pas l'émergence de l'image d'un Premier ministre « anti-social » et dépourvu de « *grands desseins* » (Laurent Fabius). Une mauvaise réputation que François Mitterrand et de nombreux dirigeants du PS alimentent avec délice.

Après son départ de Matignon en mai 1991, Michel Rocard fait preuve d'une discrétion remarquable sur le bilan économique de son gouvernement, qui tranche avec la valorisation des accords sur la Nouvelle-Calédonie, la réforme des services secrets ou la remise à plat de la grille des salaires de la fonction publique. Ce fervent keynésien, pourfendeur inlassable du monétarisme friedmanien, apparaît mal à l'aise avec l'héritage de la politique du « franc fort ». En 2001, dans un livre d'entretiens avec la journaliste Judith Waintraub, il confiera ainsi son regret d'avoir accepté la libéralisation totale des mouvements de capitaux réclamée par Pierre Bérégovoy<sup>[19]</sup>.

En 1993, le temps où la compétence économique constituait un atout maître du rocardisme apparaît donc bien lointain. A la veille des élections législatives de mars, Michel Rocard plaide pour une réorganisation radicale de la gauche autour d'une alliance regroupant socialistes, écologistes, centristes et certains communistes. Cet appel au « big bang » de la gauche fait long feu, mais ne l'empêche pas de prendre la tête du PS après sa défaite historique aux élections législatives. Au sein d'une organisation où le principal sujet socio-économique du moment est la réduction du temps de travail, Michel Rocard, dans la continuité de la politique contractuelle qu'il s'était efforcé de promouvoir à Matignon, défend une conception sociale-démocrate de la réforme. Il estime que le passage aux 35 heures doit être obtenu par des accords de branche et non

**LA PRIORITÉ DONNÉE AU MAINTIEN DES  
GRANDS ÉQUILIBRES DOIT S'ACCOMPAGNER  
D'UNE POLITIQUE ACTIVE DE L'EMPLOI  
FONDÉE SUR UN NOUVEAU CONTRAT SALARIAL**

**[19]** Michel Rocard.  
Entretien avec Judith  
Waintraub, Paris,  
Flammarion, 2001,  
pp. 263-264.



par la loi. Afin de maintenir la compétitivité de l'économie française, la réduction de la durée du travail devrait en outre s'accompagner d'une stabilisation de l'ensemble des revenus – donc des salaires – à l'exception des plus bas. Ces prises de position ne suscitent pas un enthousiasme débordant dans le parti. Au congrès du Bourget (22-24 octobre 1993), 40 % des militants votent pour l'option, défendue notamment par Henri Emmanuelli, d'un passage aux 35 heures par la loi sans diminution des salaires.

Le mauvais score de Michel Rocard à la tête de la liste PS aux élections européennes l'année suivante remet à l'honneur le discours volontariste et étatiste de la fin des années 1970, que personifie le nouveau premier secrétaire du parti, Henri Emmanuelli. Le choc est rude pour les rocardiens. Jusqu'à sa mort, leur chef de file, à une exception près en février 1999, ne prendra plus la parole dans les réunions internes du PS.

### L'économie, une ressource parmi d'autres

Si son échec à la tête du parti ne marque pas la fin de sa carrière politique, qui se poursuit au Parlement européen de 1994 à 2009, Michel Rocard se présente désormais comme un responsable politique soucieux de s'élever au-dessus des querelles de la politique « politicienne » et ouvert au dialogue transpartisan. Cette attitude, qui le pousse à intervenir sur de nombreux sujets, accélère encore le processus de banalisation de la ressource économique dans sa réflexion et ses engagements.

**« UNE SOCIÉTÉ SOLIDAIRE DANS UNE  
ÉCONOMIE DE MARCHÉ, JE CROIS QUE  
C'EST LE MEILLEUR RÉSUMÉ DU PROJET  
QU'ENSEMBLE NOUS BÂTISSONS »**

**MICHEL ROCARD**

Au Parlement de Strasbourg, les travaux du député Rocard mobilisant l'économie contiennent toujours une forte dimension sociale, qu'il s'agisse du développement de l'Afrique ou de la réduction du temps de travail. Son appel à l'édification d'une « *société solidaire dans une économie de marché* » peu de temps avant son départ de Matignon fixe le cadre de toutes ses initiatives ultérieures. Capitalisme et justice sociale sont parfaitement compatibles pour peu que l'État et l'Union européenne corrigent les inégalités générées par le marché : « *Le marché, oui, c'est l'efficacité. Ses bornes, ses limites doivent tenir à l'organisation de la solidarité entre tous les habitants, entre les régions, entre les âges, entre les générations, entre le passé et le futur. Une société solidaire dans une*

*économie de marché, je crois que c'est le meilleur résumé du projet qu'ensemble nous bâtissons. Une économie de marché parce que l'économie administrée a partout fait faillite, parce que la compétition, c'est la vie, et qu'il n'y a pas de progrès collectifs sans initiative et sans entrepreneurs. Une société solidaire parce que le marché sans règles, c'est la jungle, que la compétition sans bornes, c'est l'exclusion, et parce que le progrès sans valeur se retourne contre l'homme qui l'a suscité.* [20] »

Cette conviction favorise son dialogue avec le centre et la droite. A Matignon déjà, le Premier ministre, faute d'une majorité absolue du PS au Palais-Bourbon, avait dû à plusieurs reprises solliciter les voix de députés centristes pour assurer le vote de ses projets de loi. Dans les années 2000, l'historien Pierre-Emmanuel Guigo rappelle la « tentation sarkozyste » de l'homme de la CSG et du RMI, induite notamment par la marginalisation dont il fait l'objet au PS depuis 1994 [21]. Si Michel Rocard a, semble-t-il, refusé d'entrer au gouvernement, il accepte en 2009 deux postes importants : la coprésidence, avec Alain Juppé, de la Commission sur le grand emprunt, et le poste d'ambassadeur en charge de la négociation sur les pôles Arctique et Antarctique. En 2011, il s'accorde avec Alain Juppé pour reconnaître qu'il n'existe que « l'épaisseur d'une feuille de papier à cigarette » [22] entre leurs analyses de l'état du monde et des moyens de sortir de la crise.

Par-delà ce rapprochement avec ses anciens adversaires, Michel Rocard poursuit une réflexion plus théorique, renouant avec quelques réflexions centrales de ses engagements des années 1960. Son plaidoyer pour l'approfondissement de la décentralisation en constitue un bel exemple. En 1966, *Décoloniser la province* [23] esquissait de nombreuses pistes, reprises dans les lois Defferre de 1981. Ce souci du local, il l'exprime encore dans la préface à l'ouvrage de l'ancien maire de Grenoble, Michel Destot, un de ses derniers textes publiés [24].

L'articulation entre l'action politique locale, nationale et européenne est une autre manière pour lui d'affirmer la continuité de sa pensée. En martelant que l'Union européenne constitue un horizon indépassable pour tous les États du continent s'ils veulent avoir leur mot à dire dans la marche du monde, Michel Rocard reste fidèle à ses enthousiasmes de jeunesse. Sa réflexion sur l'Europe se fait toutefois plus

[20] *Discours à la Convention nationale du PS de Cachan*, 6 avril 1991, disponible sur [www.archives-socialistes.fr](http://www.archives-socialistes.fr)

[21] Dans *Le complexe de la communication...*, par Pierre-Emmanuel Guigo, *op. cit.*, pp. 595-596.

[22] *La politique telle qu'elle meurt de ne pas être*, par Alain Juppé et Michel Rocard, *op. cit.*, p. 85.

[23] *Décoloniser la province...*, *op. cit.*

[24] Préface de Michel Rocard à l'ouvrage de Michel Destot, *Ma passion pour Grenoble*, La Tour d'Aigue, Éditions de l'Aube, 2015.

pessimiste après 2008. Si l'Union reste pour lui un formidable accélérateur de croissance et de progrès social, il n'hésite pas à prononcer l'acte de décès de l'Europe politique, principalement en raison de l'attitude de la Grande-Bretagne qui, selon lui, n'a rallié l'aventure que pour torpiller de l'intérieur toutes les initiatives fédéralistes. La tribune au vitriol publiée dans *Le Monde* peu de temps avant le Brexit <sup>[25]</sup>, dans laquelle il exhortait ses « amis anglais » à sortir de l'Europe, est l'ultime témoignage d'une grande désillusion : celle que l'Union européenne, dans sa configuration actuelle, ne puisse être autre chose qu'une « grande Suisse ».

Si elle a clairement perdu sa centralité, l'économie n'est cependant pas absente de cette réflexion globale sur l'état de l'Europe et du monde. Dans les dernières années de sa vie, Michel Rocard réinvestit la question par le biais de l'écologie. Cette préoccupation pour les questions environnementales n'est pas neuve. A Matignon, le Premier ministre était parvenu, avec l'aide de son homologue australien, à faire ratifier un traité

**EN MARTELANT QUE L'UNION EUROPÉENNE  
CONSTITUE UN HORIZON INDÉPASSABLE POUR  
TOUS LES ÉTATS DU CONTINENT S'ILS VEULENT  
AVOIR LEUR MOT À DIRE DANS LA MARCHÉ  
DU MONDE, MICHEL ROCARD RESTE FIDÈLE  
À SES ENTHOUSIASMES DE JEUNESSE**

édifiant l'Antarctique en zone naturelle protégée. Mais la question écologique prend davantage de force et de centralité dans sa pensée après 2008. Retrouvant le rôle de Cassandre qu'il affectionne, Michel Rocard multiplie les mises en garde sur les conséquences du réchauffement climatique et de la pollution chimique pour les sociétés humaines. Il ne se fait toutefois guère d'illusion sur la capacité des responsables politiques et des acteurs économiques à modifier leurs pratiques au nom du seul impératif écologique. Le climat, constatait-il dans sa belle postface à l'ouvrage collectif dirigé par l'économiste Jacques Mistrail, un de ses anciens experts, « *n'a guère vocation à "changer le capitalisme", sauf s'il conduit à y supprimer l'incitation spéculative et frénétique à une surindustrialisation polluée et gaspilleuse. Il y a beaucoup à faire avant d'en arriver là* » <sup>[26]</sup>. Un constat qui apparaît comme le dernier avatar d'une réflexion économique où la part du rêve affleure parfois derrière le pessimisme lucide. ■

[25] « Amis Anglais, sortez de l'Union européenne mais ne la faites pas mourir ! », *Le Monde*, 5 juin 2014. Disponible sur [www.lemonde.fr/idees/article/2014/06/05/amis-anglais-sortez-de-l-union-europeenne-mais-ne-la-faites-pas-mourir\\_4431399\\_3232.html](http://www.lemonde.fr/idees/article/2014/06/05/amis-anglais-sortez-de-l-union-europeenne-mais-ne-la-faites-pas-mourir_4431399_3232.html)

[26] *Le climat va-t-il changer le capitalisme ?*, Jacques Mistrail (dir.), Paris, Eyrolles, 2015, p. 239.